

LE POST-URBAIN DANS LES ASPIRATIONS ET MOTIVATIONS DES URBAINS

Enquête sur les "Besoins et désirs de quitter les grandes villes"

Plusieurs enquêtes donnent à voir un désir de départ des grandes villes vers des villes moyennes, des petites villes ou des espaces ruraux. Ainsi, une enquête du Cevipof pour l'Association des Maires de France (2019) a montré que **seul.e.s 14% des Français.e.s aspirent à vivre dans une métropole**, préférant pour 45 % d'entre eux « la campagne » et 41 % « une ville moyenne ». Parmi les critères de préférence, une enquête de l'Observatoire Société et Consommation (Obsoco) et de Chronos (2020) a souligné que **la densité constituerait une source d'insatisfaction de son lieu de vie** pour 74 % des Français.e.s, conduisant à aspirer à d'autres lieux de vie.

Ces désirs s'incarneraient pour certain.e.s dans des projets de vie qui allient des réflexions sur l'accès au logement et à l'emploi. Ainsi, selon l'Ipsos (2019), **42 % des habitant.e.s de communes de plus de 100 000 habitant.e.s souhaiteraient vivre et travailler en zone rurale** et, parmi eux, 18 % auraient déjà planifié leurs départs. De même, une enquête collective menée en juillet 2019 pour Notre Affaire A Tous auprès d'habitant.e.s de cinq villes du Sud de la France a permis de souligner les liens entre **ressentis du changement climatique** (artificialisation et suffocation, densification et saturation, injustices...) et **aspirations aux changements résidentiels** (Faburel et alii., 2019).

Si ce renversement des migrations entre villes, singulièrement les grandes, et espaces ruraux s'est amorcé dans les années 1970, les désirs de départ des grandes villes ont de tous temps été vivifiés en situation de « crise ». Plusieurs signes indiquent d'ailleurs une **accélération démographique et sociale du phénomène**, à ce jour aussi à destination des gros bourgs, des petites villes de proximité et de certaines villes moyennes, au point de voir le Plan Urbanisme Construction Architecture (ancien ministère de l'Équipement) lancer rapidement en février 2021 une consultation... sur la mesure de l'exode urbain. En fait, le confinement de mai 2020 a donné lieu à un départ des grandes villes pour celles le pouvant de manière temporaire, parfois définitive : « Parisintra muros notamment, [a] compt[é] 451 000 métropolitains de moins pendant le confinement qu'en moyenne sur une semaine habituelle avant confinement » (INSEE, 2020).

Et ceci ne vaut pas qu'en France. En **Angleterre**, les estimations gouvernementales annoncent 300 000 départs de londonien.ne.s en 2021, lorsqu'à **New York** 300 000 changements définitifs d'adresses ont été enregistrés en 2020, vers d'autres comtés de l'Etat de New York et surtout jusqu'à la Californie, le Texas et la Floride. New York, **Chicago, San Francisco, Boston...** les grandes villes américaines ont vu des centaines de milliers d'habitant.e.s partir de façon permanente. On y parle de **Great Migration 2020** (Joel Kotkin, "The Coming Age of Dispersion", La Quillette, 2020).

Dans le cadre des Etats généraux de la société écologique post-urbaine, nous avons souhaité enquêter par voie numérique sur les **Besoins et désirs de quitter les grandes villes**, et ce en posant question sur l'état de telles envies, leurs motivations, leurs destinations, ou encore leurs projections de vie. En tout, **279 personnes¹** ont accepté de répondre 20 minutes durant aux 10 questions proposées, entre **avril et juin 2021**. En voici les résultats principaux.

¹ Age : 18 % de moins de 24 ans, et 25 % de plus de 50
Genre : 45 % de femmes et 55 % d'hommes
PCS : + de 40 % de Cadres et professions intellectuelles supérieures, près de 20 % de professions intermédiaires, + de 10 % d'employés et d'ouvriers, et 15 % d'étudiant.es.

1.Des aspirations majoritaires à d'autres conditions de vie

1.1 Incapacité à transformer ses modes de vie par manque d'espaces

Les raisons de cette envie de départ sont sans doute dans les termes les plus associés à une vie en dehors des grandes villes : **ralentir, respirer, retrouver du calme** et un peu **nature**.

Une autre raison réside aussi dans les conditions de vie offertes dans les grandes villes, notamment leurs incapacités à satisfaire les aspirations en termes de modes de vie. A la question sur le sujet (« La grande ville offre-t-elle les possibilités de réalisation des modes de vie que vous souhaitez ? »), **58 % des enquêté.e.s se sont déclaré.e.s insatisfait.e.s des cadres urbains pour réaliser leurs aspirations en la matière**. Seul.e.s 28 % des sondé.e.s reconnaissent dans la grande ville un lieu de satisfaction sur la question. Les autres (14 %) demeurent indécis.e.s ; peut-être n'ont-ils jamais questionné leurs lieux de vie de cette manière ou n'associent-ils par la réalisation de leurs modes de vie aux cadres géographiques dans lesquels ils résident.

Les raisons d'insatisfaction données sont, en tout premier lieu, liées au manque d'espaces : le manque d'espaces verts ou de nature à proximité (23%), suivi du manque d'espace lié à la densité bâti et à la taille des logements (14 %) et, enfin, la difficulté à obtenir un terrain de plus ou moins grande envergure (du potager au terrain agricole) pour cultiver la terre et/ou élever des animaux (14 %). Un deuxième groupe de raisons, moins fréquentes, renvoie au besoin de transformer ses modes de vie, que ce soit pour trouver du calme et ralentir (12 %), s'inscrire dans une démarche d'autosuffisance ou de sobriété (6 %) ou fonder un tissu social ou coopératif (8 %). Enfin, le dernier champ de raisons implique, en plus du manque d'espace pour

transformer ses modes de vie, les **vécus directs** du stress (6 %), de la pollution (4 %) et du coût de la vie (4 %).

1.2 Un profil type de l'urbain convaincu : des hommes installés en quête de commodités

Sur les 29 personnes n'ayant jamais pensé quitter la ville, il ressort clairement un profil type : **des hommes, « cadres ou professions intellectuelles supérieures » de moins de cinquante ans**. Ce profil dispose des capitaux sociaux et culturels pour bénéficier des avantages offerts par les grandes villes, notamment en termes de consommation. Plus largement, les hommes semblent moins s'imaginer quitter les grandes villes (55 %). En outre, les **étudiant.e.s** semblent peu enclin.e.s à interroger leurs lieux de résidence, sans doute par la concentration urbaine des universités et des écoles, mais aussi des entreprises pourvoyeuses d'emplois.

En fait, les éléments d'attache à la grande ville pour ces personnes sont essentiellement de l'ordre de la **fonctionnalité**. Un tiers d'entre eux ont donné au moins une réponse relevant d'un registre fonctionnel. Dans ces réponses, l'**accès au travail**, aux **études** et **services** ont certes été cités, mais la question du **transport** (transport en commun, proximité) ressort comme une motivation forte, de même que l'**accès aux loisirs et activités de cultures**. **Par contre, la dimension affective ou sensorielle n'est que fort peu citée** : seulement quatre personnes sur les 279 enquêté.e.s ont revendiqué une personnalité ou nature « urbaine » (« je suis un animal urbain », « je suis de la ville »...). Dès lors, dans ce groupe de faible taille, fort peu de cas est fait des espaces hors des grandes villes, à l'exception d'espaces ruraux craints pour l'ennui ou l'obligation d'user d'une voiture.

2. Les facteurs déclinants du maintien dans les grandes villes

2.1 L'emploi : la raison première du maintien

Sans surprise, près de **65 % des enquêté.e.s ont déclaré que l'emploi constitue un facteur de maintien** dans les grandes villes. La moitié des personnes se disant bloquées par l'emploi sont des cadres et professions intellectuelles supérieures ; les deux autres groupes sociaux concernés sont les étudiants (16 %) et les professions intermédiaires (16 %). Pas très étonnant : les métropoles se sont organisées pour attirer ces groupes en concentrant leurs emplois ; les étudiant.e.s projettent dans les métropoles un berceau d'activités.

Toutefois, pour **27 % des enquêté.e.s, l'emploi ne constitue pas un frein au départ des grandes villes**. Parmi eux, les « Cadres et professions intellectuelles supérieures » sembleraient être parmi les moins inquiet.ète.s d'une dépendance économique aux grandes villes (32 %) suivi.e.s des « professions intermédiaires » (19 %), alors que les employé.e.s (5 %) et les étudiant.e.s (5 %) voient davantage dans l'accès à l'emploi une obligation de maintien dans les grandes villes. Notons que les personnes « sans activité professionnelle » ne considèrent pas leurs situations socio-économiques comme source de contrainte résidentielle dans les grandes villes (12 %), ce qui témoigne d'une rupture dans les représentations des territoires socialement et économiquement dynamiques.

Le très faible pourcentage (moins de 3 %) restant se projette à court ou long terme dans une reconversion professionnelle, ou fait face à la bi-activité du couple, l'un.e des deux étant à ce jour contraint.e par son activité pour envisager vivre ailleurs.

2.2 L'épanouissement social et humain au sein des grandes villes : désillusion croissante

44 % des enquêté.e.s ont répondu par l'affirmative à la question suivante : « La grande ville favorise-t-elle l'épanouissement de vos relations sociales et rapports humains ? ». A l'opposé, **39 % des enquêté.e.s sont insatisfait.e.s de leurs relations sociales et rapports humains dans les grandes villes**. Parmi elleux, pour 24 % des enquêté.e.s, c'est une insatisfaction catégorique, auxquels s'ajoutent 15 % qui ont donné des réponses sur un registre du « oui mais » témoignant d'un espoir déçu d'**épanouissement relationnel** dans une grande ville. Trois raisons à cette désillusion sont apportées : les grandes villes nous amèneraient à avoir une quantité de relations sociales qui seraient « **superficielles** » (plaisirs éphémères, manque de liens profonds, consommation de relations, cercle restreint dans une foule anonyme, proximité d'anciens amis mais pas de nouvelles rencontres, lieu de sociabilité mais aussi de tension par la proximité forcée...) ; les rythmes de vie urbains ne laisseraient **pas le temps** de profiter des lieux de vie sociale ou de ses proches qui pourtant habitent à proximité ; l'injonction à la consommation ne serait par permise par les moyens financiers et se ferait au détriment des relations sociales.

Enfin, pour 14 % des enquêté.e.s, la qualité relationnelle ne dépend pas des qualités du lieu de résidence mais de qualités propres aux individus ou de contingences liées aux parcours biographiques. Parmi elleux, 7 % des enquêté.e.s précisent que les relations sociales ne se construisent pas différemment en ville et à la campagne, et 5 % associent la qualité de leur vie sociale dans une grande ville à l'ancienneté de leur(s) tissu(s) d'appartenance (y habitant depuis longtemps voire y étant né.e.s) ou pensent que la baisse de satisfaction de leur vie sociale renvoie à une évolution de leurs centres d'intérêts ou de leurs rythmes de vie (ex : naissance).

2.3 Une offre culturelle qui n'est plus l'apanage des grandes villes

A la question « *La grande ville est-elle le seul lieu de satisfaction de vos envies culturelles ?* », il **ressort pour plus de la moitié des enquêté.e.s (59 %) que la ville n'est pas le seul lieu de satisfaction culturelle**. Ces personnes reconnaissent d'autres lieux de culture en dehors des grandes villes, qui proposent parfois d'autres formes de culture (ex : patrimoine culturel, festival, paysages, activités de nature...) ou déclarent ne pas dépendre d'infrastructures strictement urbaines pour bénéficier de la culture (ex : lecture, musique, film). **Seul.e.s 36 % des enquêté.e.s considèrent que la grande ville leur assure une satisfaction culturelle suffisante** et, dedans, la moitié sont, de nouveau, des **cadres et professions intellectuelles** supérieures.

Si les enquêté.e.s insatisfait.e.s reconnaissent le plus souvent la forte activité culturelle dans les grandes villes, iels disent ne pouvoir pleinement en profiter, et ce pour des raisons certes souvent économiques, mais aussi par les **conditions urbaines de leurs propres modes de vie**. Ainsi, par exemple, 3 % des enquêté.e.s précisent que malgré cette offre abondante et diversifiée, iels ont peu d'activités culturelles en raison de leurs coûts et de leurs concentrations spatiales dans les cœurs de ville, conduisant à de **longs temps de trajet** en soirée. D'autres (2%) parlent également du blocage que constitue la **surabondance de choix**, avoir moins de choix conduisant finalement à avoir plus d'activités culturelles pour certain.e.s. Ces difficultés conjuguées suscitent de **nombreuses frustrations**, avec pour effet de profiter davantage des offres culturelles pendant les congés... en dehors des grandes villes.

3. Ville et engagement : entre mobilisations sociales et transformation écologique

3.1 La grande ville demeure majoritairement un espace d'engagement social

Pour presque un **quart des enquêté.e.s (24 %)**, les grandes villes ne permettraient pas de **s'engager dans des causes qui leur semblent importantes**, à part relativement homogène dans les différentes catégories sociales : 33 % de cadres et professions intellectuelles supérieures, 18 % de professions intermédiaires et près de 15 % d'employés.

Pour les **58 % des enquêté.e.s considérant que la ville leur offre des cadres idoines d'engagement**, les types d'engagement cités reposent pour l'essentiel sur certains répertoires de l'action. Ainsi, 33 % des engagements urbains cités s'inscrivent dans un cadre associatif et 25 % relèvent de luttes citoyennes (sociales ou écologiques) par occupation de l'espace et rassemblements massifs (ex : manifestation). Les engagements dans des cadres institutionnels du politique (parti, syndicat...) ou par les modes de vie sont, à l'inverse, faiblement mentionnés par les enquêté.e.s. Enfin, pour 9 % des enquêté.e.s, les types d'espaces n'ont pas d'impact sur les capacités d'engagement.

3.2 Mais la grande ville interdit la transformation écologique des modes de vie

Contrairement aux engagements qui sont pensés par 9 % des enquêtés comme relevant de conditions déterritorialisées, les modes de vie soutenables écologiquement sont associés à des types d'espaces par quasiment tous les enquêtés : espaces qui les favorisent ou qui les freinent par leurs aménagements ou leurs absences d'aménagement. **Les lieux pourraient inciter, contraindre ou accompagner l'évolution des modes de vie.**

Ici, moins d'un tiers des enquêté.e.s (31 %) considèrent que les grandes villes offrirait actuellement les conditions d'un mode de vie écologiquement soutenable. S'ajoutent 10 % des enquêté.e.s soulignant que la grande ville apporte des avantages mais présente également d'importants inconvénients (réponses type « oui et non », « partiellement », « oui mais il faudrait améliorer ceci ») : la ville offrirait globalement un environnement écologique encore correct avec



des domaines d'action (logement, transport, alimentation, biodiversité...) qui resteraient malgré tout à investir.

« En repensant l'urbanisme et les transports » (Enquêté n°17, homme, retraité, anciennement employé dans le domaine de la culture, 50 ans et plus)
 « Oui, si la ville se transforme. En ville il manque d'espaces naturels, d'arbres, de biodiversité, de fleurs. » (Enquêté n°107, homme, charpentier, 25 - 49 ans)

En fait, **48 % des enquêté.e.s considèrent de manière catégorique que les grandes villes ne leur permettent pas de réaliser des modes de vie écologiquement soutenables** : 43% de cadres et professions intellectuelles supérieures ; près de 18% de professions intermédiaires ; 14% d'étudiants et 10% de personnes sans activités ; les autres catégories sont statistiquement non représentatives. Nous pourrions compléter par les réponses de **7 % des enquêté.e.s qui projettent dans les grandes villes des qualités écologique « à condition » (enquête n°36) de changement « radical » ou « drastique » des politiques d'urbanisation et des politiques de développement économique.** Les grandes villes ne seraient pas écologiques en l'état et demanderaient d'importants changements pour le devenir. L'ampleur des changements est mise en avant et certain.e.s enquêté.e.s soulignent les enjeux de gouvernance politique induits.

« Oui, mais il y a énormément de choses à changer, d'autorités à bousculer » (Enquêté n° 141, homme, journaliste indépendant, 50 ans et plus)

4. La ville au défi de ses politiques de la grandeur

4.1 Conditions premières de réalisation d'une ville écologique : désartificialisation, dédensification, protection, relocalisation

Or, lorsqu'on s'intéresse à ce qu'il faudrait modifier, les enquêté.e.s dessinent le visage

- d'une **ville désartificialisée** (béton et autres minéraux),

« A condition d'arrêter d'artificialiser les sols et de commencer à démolir des parkings, certains immeubles, les zones commerciales vouées de toute façon à l'abandon d'ici quelques années. il est possible d'installer un parc naturel par quartier et des jardins (toujours par quartier). » (Enquêté n° 36, homme, enseignant, 25 - 49 ans)

« Oui bien sûr avec des grands efforts sur le transport et la débétonisation. Planter aussi, aménager l'urbanisme sans voiture, la ville sera une unité agréable et la campagne un lieu sans zone pavillonnaire ! » (Enquêtée n° 216, femme, conseil à l'emploi, 50 ans et plus)

« Je pense que tout dépend de la façon dont est urbanisée la grande ville : si elle est dense, avec seulement des espaces bétonnés, alors non. À l'inverse, si elle est plus étendue, mais laisse une part — très — importante à la végétation, pense également la place de l'animal et essaie de lui laisser une place, ne laisse qu'une place très réduite à la voiture, n'oublie pas de laisser de la place à de la production de nourriture (petits vergers, jardins familiaux), alors, peut-être que oui. » (Enquêté n°144, homme, ingénieur, 25 - 49 ans)

- d'une **ville dédensifiée**

« Apres 80 % d'exode urbain oui, pour le moment non. » (Enquêté n°58, homme, conducteur de travaux, 25 - 49 ans)

« Elle pourrait l'être mais il faudrait des plans d'urbanisation fondamentalement différents et une dé-densification. Les logements collectifs peuvent être un moyen de limiter nos consommations (énergétiques notamment) mais il faut aussi laisser place aux espaces verts. Le plus gros problème n'est peut-être pas la taille de la ville mais le temps qui s'y contracte. Les journées de travail y sont effrénées (transport-travail-courses) ce qui laisse peu de temps au développement des liens sociaux. » (Enquêté n°83, homme, étudiant en école d'ingénieur de chimie, 14 - 24 ans)

- d'espaces agricoles et naturels protégés de pratiques d'artificialisation,

« L'artificialisation des terres continue alors que les températures augmentent. » (Enquêtée n° 94, femme, sans activité professionnelle, 50 ans et plus)

- d'une **économie relocalisée** avec une **réduction des besoins** de consommation et d'énergie.

« Ca demanderait en tout cas énormément d'adaptation. Diminuer les temps de travail pour pouvoir favoriser les mobilités douces, changer totalement la gestion des déchets (moins de production, plus de recyclage), bloquer le développement périphérique et permettre à tous de vivre proche de son travail (modifier la gestion de l'habitat pour qu'il dépende des besoins et non des moyens financiers de chacun), préserver le foncier agricole de la région, repenser et réorganiser les circuits courts pour de la consommation locale accessible à tous, repenser l'agriculture urbaine et les espaces verts, revoir la gestion de l'eau et la gestion des périodes de chaleur. » (Enquêtée n° 66, femme, chercheuse, 25 - 49 ans)

« Non tant que des changements drastiques en termes de mobilités et de sobriété énergétiques et de consommation ne sont pas mis en oeuvre... » (Enquêtée n° 94, femme, sans activité professionnelle, 50 ans et plus)

4.2 Biorégion versus politiques de métropolisation

Bref une grande ville plus tout à fait grande... Ces villes plus réduites en taille et moins denses en peuplement sont même intégrées, par un enquêté, dans un maillage territorial lié aux milieux écologiques et refondé démocratiquement, sous la forme d'une « **biorégion autogérée** ».

« Oui c'est possible dans une ville, même dans une grande ville, mais pas dans une métropole. Il faut casser la métropole en plusieurs villes. A condition d'arrêter les transports en voitures et de développer les transports en commun, un monde antiproductiviste est possible dans une ville. D'ailleurs on ne peut pas souhaiter une répartition de 70 millions sur toute la surface agricole dite utile de la France, ça ferait peut-être un village de 500 habitants par km², avec les infrastructures dispersées. Non il faudra toujours des villes (des vrais villes pas des métropoles, cad sans la dictature de la voiture) entourées de hameaux dans un cadre de biorégions autogérées. » (Enquêté n° 187, homme retraité, 50 ans et plus)

Toutefois, et pour momentanément conclure, force est de constater que les enquêtés mettent en doute la **ligne directrice des politiques publiques** pour tendre vers cet horizon, au regard notamment des grands projets urbains amorcés...



« Il y a de la transformation en perspective mais je pense qu'il faut nécessairement dé-densifier pour être écologiquement soutenable côté grande ville. On va vers un Grand Paris au moment où on se dit qu'il faut recommencer à pouvoir tout trouver à porté de marche à pied/vélo/mobilité douce, est ce que c'est la bonne direction? » (Enquêtée n°138, femme, en reconversion vers des ateliers d'intelligence collective et permaculture, 25 – 49 ans)

« Pas avec le modèle actuel, mais de grandes avancées peuvent être faites (...) Une politique de lutte contre les logements inoccupés peut être également un bon levier. » (Enquêté n° 264, homme, ingénieur, 12-25 ans)

« Oui mais pas avec la vision de développement territorial appliqué actuellement. » (Enquêtée n° 157, femme, responsable de magasin, 25 – 49 ans)

